

Le pouvoir aux travailleurs

22 JUILLET 1992

N° 7

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière.

Sommaire

Editorial

La récente visite du directeur du FMI annonce-t-elle de nouvelles mesures d'austérité ?

1

COTE D'IVOIRE :

La police a assassiné des jeunes de Vridi-canal.

2

réactions après la fusillade de Vridi.

3

Transcap : Les travailleurs licenciés Portent plainte.

3 - 4

Sécheresse et famine : c'est le capital qui tue.

4

Conférence de Dakar : un débat entre lèche-bottes et dictateur.

5

MALI :

Le gouvernement de Konaré est aussi pourri que ceux d'avant.

6

TCHAD :

Ils sont tous coupables !

6 - 8

LA RECENTE VISITE DU DIRECTEUR DU FMI ANNONCE-T-ELLE DE NOUVELLES MESURES D'AUSTERITE?

Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, qui était de passage ici à Abidjan les 16 et 17 juillet, a affirmé qu'il est venu avec "deux instruments particulièrement efficaces" pour aider au redressement économique de la Côte d'Ivoire. Selon lui, il s'agirait de faire bénéficier des pays comme la Côte d'Ivoire "non seulement des conditions très allégées de rééchelonnement de leur dette, mais aussi de la réduction de leur dette".

Mais en échange de ce genre de mesures que le FMI appelle "aides", celui-ci impose aux pays "bénéficiaires" un certain nombre de mesures draconiennes. Déjà, Michel Camdessus a donné le ton en disant qu'il faut consentir toujours des sacrifices, et que pour redresser l'économie, "il faut passer par une phase d'effort pour y arriver".

"L'effort" dont parle le FMI, c'est toujours aux populations pauvres que les gouvernements au service des riches le demandent. C'est ainsi que les salaires sont bloqués dans ce pays depuis plus de 10 ans. Et comme cela ne lui suffit pas, le gouvernement ivoirien - contrairement à l'engagement pris de ne pas réduire les salaires - a réduit de moitié les salaires des nouveaux enseignants, en adoptant le "nouveau statut" de la Fonction publique (entré en application depuis octobre 1991).

Cette diminution des salaires n'ayant rencontré aucune résistance, il faudrait s'attendre à ce qu'elle s'étende progressivement à d'autres catégories professionnelles, même si le gouvernement affirme le contraire pour nous endormir.

Cette politique d'austérité est une guerre contre les pauvres. Car ce n'est pas un hasard si le gouvernement n'a pas hésité à augmenter par exemple les prix d'électricité et de tickets de bus, alors que par ailleurs il a diminué les impôts et divers taxes pour les riches et les patrons.

En attendant de faire payer encore plus les pauvres, l'Etat peut prendre des mesures telles que la privatisation des sociétés d'Etat pour avoir de l'argent liquide dont l'Etat a bien besoin. Mais il n'est surtout pas question de toucher à la poche des riches, pas même à leur superflu.

Pour le moment, le gouvernement n'ose pas prendre d'autres mesures d'austérité (préconisées par le FMI) telles que la suppression d'emplois dans la Fonction publique et la remise en cause des transports gratuits des élèves et étudiants. Il a peur que de telles mesures ne provoquent des grèves et manifestations violentes, comme ce fut le cas en février-mars 1990.

Cependant, si demain le gouvernement est convaincu que la population est totalement résignée et qu'il pourrait appliquer ce genre de mesures sans trop de risques, il n'hésiterait pas à le faire.

Peut-être que le fait de terroriser les quartiers populaires sous le couvert de la lutte contre le banditisme ainsi que le récent renforcement des moyens de répression juridiques visent justement à intimider les populations, à les préparer à accepter sans réagir de nouvelles mesures d'austérité.

Mais il appartient à nous de montrer que le FMI et le gouvernement ivoirien se sont complètement trompés dans leurs calculs cyniques et criminels.

COTE D'IVOIRE :

LA POLICE A ASSASSINE
DES JEUNES A VRIDI-CANAL

La police a débarqué dernièrement dans un bar de Vridi-Canal et a tiré des balles dans le tas.

Elle a assassiné 10 personnes en majorité des adolescents, des jeunes travailleurs, des collégiens, dont une fille âgée à peine de 15 ans. Tous, à l'exception d'un seul d'entre eux, habitaient le quartier et étaient connus par les habitants. C'étaient leurs enfants. La presse, sans exception, les a montrés comme des "grands bandits". Elle a fait l'éloge des assassins, "salué leur courage" pour avoir assassiné froidement les enfants des pauvres.

Les assassins et les criminels dans cette histoire, ce sont les policiers et leurs commanditaires, c'est-à-dire les riches.

"Ils ont fait ça parce que nous sommes des pauvres", s'est exprimé un habitant du quartier en colère.

Voilà la seule raison de ce massacre. A travers cet acte, les riches ont montré aux pauvres ce qui les attend s'ils se révoltent. C'est un avertissement. Parce que les vrais voleurs, en définitive, n'est-ce pas tous ces riches ivoiriens et étrangers? N'est-ce pas eux qui exploitent les travailleurs et s'approprient le fruit de leur travail? Combien d'enfants de pauvres meurent parce qu'ils n'ont pas de quoi se soigner? Combien de jeunes

traînent dans la misère parce qu'ils ne trouvent pas de travail. N'est-ce pas-là des crimes ?

Les riches savent qu'un jour les pauvres feront justice. Ils savent qu'un jour viendra où les pauvres n'accepteront plus leur ordre injuste. Ils ont peur rien que d'y penser. Voilà pourquoi ils terrorisent les pauvres. Voilà pourquoi toute leur presse fait l'éloge de ces massacreurs.

Les riches ont légalisé, institutionnalisé le vol. Les policiers, les militaires, les gendarmes, ne sont que des esclaves armés. Ils sont payés pour maintenir ce système barbare. Ils sont là pour protéger les intérêts des riches. Au passage, en rançonnant les pauvres, ils ne font que prendre leur part du butin. En cas de refus, ils n'hésitent pas à tuer. On a vu ce qui s'est passé à Adjamé, le mois dernier, où ils ont tiré plusieurs balles et blessé un chauffeur de gbaka qui a refusé de leur donner de l'argent.

C'est connu, on ne respecte que les forts. C'est pourquoi les pauvres doivent s'organiser dans les usines et les quartiers pour rassembler leur force. Ils pourront répondre à tous les coups que leur porte l'Etat policier. Ils pourront se défendre et ainsi tous ces assassins n'oseront pas venir se frotter à eux. Autrement les assassinats de ce type se répèteront inévitablement.

REACTIONS APRES LA FUSILLADE DE VRIDI

A la suite de ce massacre de Vridi, la presse ivoirienne s'est mise à faire des commentaires, d'autant plus que cela a révolté pas mal de gens.

Ne parlons pas de "Fraternité Matin", quotidien gouvernemental, dont les journalistes sont les griots des hommes au pouvoir, qui déclare cyniquement qu'il faudrait faire des massacres de ce genre tous les jours. Dans cette affaire, ce journal joue le rôle de porte-parole de l'Etat qui assassine des jeunes par l'intermédiaire de son bras droit, la police et l'armée. Ce qui pourrait surprendre certains, mais pas nous, c'est ce qu'écrit "La Voie".

Dans un article du numéro paru le 1^{er} juillet, intitulé "Prendre le mal à la racine", on lit : "L'action policière qui a été menée à Vridi ...n'a laissé personne indifférent". Le journal ajoute, "Nul n'est contre la nouvelle initiative prise par les agents de la police, à savoir abattre tous ces bandits qui n'hésitent pas à faire passer de vie à trépas de paisibles citoyens et même des agents des forces de l'ordre" ... "Nous respectons les agents de la police...nous louons leur courage

puisque au risque de leur vie, ils défendent quotidiennement la sécurité de nos villes".

Indépendamment du fait que le FPI est une organisation qui ne représente en rien les intérêts des travailleurs, des opprimés, ses membres et ses sympathisants ont été les victimes de la répression policière au cours des manifestations qu'il a organisées. Son dirigeant, Laurent Gbagbo, est en prison sous une fausse accusation. Son organisation est une des victimes des exactions.

En plus, cette même police a frappé sur tous les travailleurs qui manifestent ou se mettent en grève comme chez Blohorn où l'un d'eux avait perdu un bras. Rappelons aussi ce qui s'est passé tout dernièrement à Filtisac où la police a réprimé violemment les travailleurs parce qu'ils avaient osé faire grève.

Le FPI est un parti bourgeois comme celui qui est actuellement au pouvoir. La seule différence, c'est que l'un est au pouvoir et l'autre veut prendre sa place pour défendre les mêmes intérêts, ceux des riches.

TRANSCAP : LES TRAVAILLEURS LICENCIES PORTENT PLAINTE

Il y a deux ans, Transcap, société spécialisée dans la manutention et le transit maritime, a été rachetée par une autre entreprise, Delmas, filiale du groupe français Bolloré.

Prétextant une perte d'un milliard six cents millions de francs CFA, le patron a fermé l'entreprise et jeté à la rue une centaine de travailleurs sans aucune indemnité.

Les travailleurs licenciés ont porté plainte contre le patron de l'entreprise. Après avoir fait traîner le dossier, la justice vient de donner raison à l'employeur.

Et c'est Bolloré, le patron du groupe auquel appartient Delmas qui, il y a seulement

quelques mois, a été décoré de "l'ordre national" par les autorités ivoiriennes.

Après ce fait, faut-il s'étonner du jugement rendu? Entre les travailleurs et le patron, le gouvernement ivoirien s'est rangé tout naturellement du côté de ce dernier.

SECHERESSE ET FAMINE : C'EST LE CAPITALISME QUI TUE

La famine qui a sévi dans les pays du Sahel, frappe maintenant l'Afrique australe. La sécheresse, de son côté, a réduit de moitié les récoltes produites par l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Zimbabwe, la Namibie, la Tanzanie...

Selon les estimations du FAO, dix-huit millions de personnes sont menacées de famine et trois millions, risquent de mourir, dans les semaines qui viennent.

De l'aveu même, pour le moins hypocrite, de Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations-Unies, le climat n'est pas le seul responsable. Il affirme : "les tragédies de cette région sont essentiellement causées par l'homme".

C'est, en effet, une minorité d'hommes à la tête des puissances capitalistes qui pillent les richesses de toute la planète. C'est précisément le système économique international imposé à toute la planète qui soumet les biens alimentaires de première nécessité aux fluctuations de la bourse et aux spéculations diverses sans aucune

considération pour la vie ou la mort de millions de gens.

Ce sont les dirigeants des pays capitalistes développés comme les Etats-Unis ou la France qui ont mis en place et protégé les régimes en Afrique ou ailleurs. Les dictateurs de ces régimes ont pour rôle de favoriser les monocultures, censées être pourvoyeuses de devises, au détriment des cultures vivrières. Le système capitaliste, c'est aussi l'endettement auprès des puissances financières internationales, qui étrangle l'économie des pays du Tiers-monde.

Ce ne sont ni les moyens techniques ni les moyens humains qui manquent pour soulager les populations qui vivent sous des climats capricieux. Ce qui fait obstacle, c'est l'organisation de la société telle qu'elle est aujourd'hui. Et tant que les exploités n'auront pas balayé cette société criminelle pour en construire une autre plus humaine, non pas basée sur les profits, mais sur les besoins réels des populations, il n'y aura pas d'issue pour les déshérités, ni en Afrique ni nulle part ailleurs.

CONFERENCE DE DAKAR :

UN DEBAT ENTRE LECHE-BOTTES ET DICTATEURS

Lors de la conférence au sommet de l'OUA qui s'est tenue à Dakar du 29 juin au 1 juillet, un "débat" prétendument "continental" a été organisé à cette occasion à propos de "la transition démocratique". L'objectif officiel de cette conférence était de "civiliser" les rapports entre pouvoir et opposition. C'est tout un programme !

C'est Abdoulaye Wade qui a présidé ce cinéma. Et en matière de cinéma et de "dialogue", il connaît tout un rayon puisque d'opposant à Diouf, il est devenu son ministre d'Etat chéri, avant de redevenir peut-être son rival lors des prochaines élections présidentielles au Sénégal.

Plusieurs délégations de partis d'opposition et des régimes encore en place ont ainsi dialogué des heures durant sur l'art et la manière de jouer à "l'alternance", en douceur, en toute complicité, en toute "civilité".

C'est ainsi par exemple qu'un représentant du FPI a échangé quelques amabilités avec le représentant du PDCI, ou encore Goukouni Weddey, l'ancien dictateur du Tchad devisait avec le représentant de Déby sur ce que devrait être la "démocratie", etc...

Le clou de cette conférence a été l'élaboration d'un "statut particulier" pour les chefs d'Etat qui accepteraient le

verdict des urnes ou qui quitteraient le pouvoir "de leur plein gré". Ce statut préconise "une immunité des poursuites et des avantages moraux et matériels leur garantissant une retraite paisible". En d'autres termes, ils veulent blanchir, protéger et même "chouchouter" ces dictateurs qui ont du sang sur les mains et qui ont détourné pour leurs comptes personnels les deniers de l'Etat pour peu qu'ils acceptent de céder leur place aux opposants. On veut en quelque sorte généraliser ce qui a été fait au Bénin pour Kérékou.

Voilà ce qui est sorti de ce "débat continental" de Dakar. Tout le reste n'était que du bla-bla sur la "démocratie". Mais il faut croire que même cette pantalonnade des prétendus opposants n'a pas plu à tous les dictateurs venus à cette conférence. C'est ainsi que Obiang Nguéma, le féroce dictateur de la Guinée Equatoriale, aurait déclaré : "je suis arrivé au pouvoir par la force : que celui qui veut le pouvoir le prenne par la force !". Au moins lui avec son cynisme a dit ce que tous les dictateurs africains doivent penser dans leur for intérieur.

Quant à ces opposants qui veulent faire preuve de "civilité" les dictateurs peuvent peut-être les remercier, mais les populations victimes de ces dictatures n'ont rien à attendre d'eux.

MALI :**LE GOUVERNEMENT DE KONARE EST
AUSSI POURRI QUE CEUX D'AVANT.**

A peine Alpha Konaré vient-il de former son équipe gouvernementale qu'un scandale de détournement de fond public éclate au Mali.

En effet, un de ses ministres, Abdoulaye Camara (ministre des industries et des mines) a été contraint de démissionner à la suite de la découverte d'un trou de 5,7 milliards de francs CFA dans les comptes de la SOCOM, société qu'il dirigeait avant d'être nommé ministre. Ce trou proviendrait d'un détournement de fonds de l'Etat que Camara aurait

effectué avec la complicité de 47 fonctionnaires et de 9 commerçants.

Lorsqu'au mois de juin 1992, Konaré a nommé ses ministres, dont Abdoulaye Camara, il les a présentés comme des hommes intègres se mettant au service de la population malienne. Mais les faits ont déjà montré le contraire en l'espace de quelques jours. En réalité le nouveau gouvernement n'a de nouveau que le nom. Mais ses pratiques sont aussi vieilles que celles de ses prédécesseurs.

TCHAD :**ILS SONT TOUS COUPABLES !**

A son arrivée au pouvoir, le dictateur Déby, qui prétendait apporter la liberté et la démocratie au peuple tchadien, a aussi permis la constitution d'une commission dont le rôle est de faire la lumière sur les crimes commis par la dictature de Hissein Habré et les détournements de fonds opérés par celui-ci et les dignitaires de son régime. C'était pour Déby, une façon de chercher à apparaître comme crédible et certainement de vouloir faire oublier qu'il avait lui aussi contribué à la construction de la dictature de Habré qu'il venait de chasser du pouvoir avec l'aide de l'impérialisme français.

Pendant plusieurs mois, la commission a fait des recherches, mené des enquêtes et interrogé des centaines de personnes dont certaines étaient des victimes

rescapées des gèoles de l'ancien dictateur. Elle a découvert plusieurs charniers tout autour de Ndjaména, la capitale, et dans certaines régions. La commission vient de remettre officiellement les résultats de ses travaux. Ceux-ci sont effarants, quoique les investigations de cette commission ne soient limitées qu'à la région de Ndjaména et quelques autres régions seulement et non à l'ensemble du territoire.

les membres de la commission ont publié, affiché, photos à l'appui, la liste des responsables et des différents agents de la DDS, la fameuse Direction de la documentation et de la Sécurité, véritable officine d'assassinats et d'emprisonnements arbitraires qui, pendant huit ans, semait la

mort et la désolation dans les familles.

Des milliers de Ndjamenois se sont rendus sur les lieux où étaient exposés les documents ayant trait aux crimes perpétrés par Habré.

Quoi que ne se faisant pas d'illusions sur la férocité de la dictature qu'ils avaient vécue, ils ont été surpris par l'ampleur et la profondeur du désastre commis par l'ancien patron de Déby. Ils ont découvert que c'était par centaines que le pays était truffé d'agents et de délateurs de toutes sortes. Il y en avait dans bien de milieux : des responsables de l'Etat, des fonctionnaires, des commerçants ou des jeunes, garçons et filles, spécialisés dans les basses besognes de la délation. Certains d'entre eux étaient formés aux USA, en France, en Israël, en Irak et au Zaïre. Les USA et la France surtout étaient les principaux pourvoyeurs de fonds de la DDS.

La commission a également présenté et expliqué les différentes méthodes de tortures, aussi odieuses les unes que les autres, pratiquées dans les locaux de la DDS. Ont été aussi ouvertes au public les cellules de celles-ci où croupissaient les détenus. Plusieurs victimes rescapées des prisons de Habré sont passés à la télévision et à la radio pour témoigner sur les tortures qu'elles avaient subies et la manière dont elles avaient été traitées.

Certaines d'entre les victimes portaient des traces de tortures par flagellation, à l'électricité ou au couteau et autres objets. D'autres étaient paralysées des membres et à vie. D'autres encore ont raconté qu'elles avaient été entassées

par dizaines dans de petites cellules, privées de nourriture, d'eau, de soins pendant des jours. Beaucoup de prisonniers étaient morts de faim, de soif, de chaleur ou de maladies telle que la dysenterie. Ceux qui survivaient dormaient à côté des cadavres de leurs compagnons, dans la puanteur des corps qui se décomposaient.

Dans leur rapport, les responsables de la commission estiment à au moins 40 000 le nombre de personnes dont plusieurs femmes et enfants, mortes sous la dictature de Habré.

S'appuyant sur les comptes bancaires de l'ancien dictateur et d'autres documents, également publiés, ils ont aussi montré les sommes colossales que celui-ci avait détournées pendant son règne : des dizaines de milliards de F CFA, dont une partie, s'élevant à sept milliards, emportée avec lui lors de sa fuite, permet à Habré de s'offrir aujourd'hui un exil doré à Dakar..

Le bilan de la commission est lourd et plus qu'accablant pour le régime de Habré. Mais dans cette tragédie que le peuple tchadien a subie pendant huit ans, il n'y a pas que l'ancien dictateur qui soit le seul responsable.

Le pouvoir de Habré était une dictature féroce. Cela, on le savait déjà bien avant les publications de cette commission. Mais cette dictature, Habré ne l'a pas imposée et assurée tout seul, bien qu'il en fût le principal responsable. Il l'a fait avec la complicité, la collaboration de tout un ensemble de gens, des militaires, des politiciens, ses

généraux, ses colonels, ses ministres et autres directeurs, qui ont fait le choix de s'allier, de s'associer à lui pour imposer leur dictature à l'ensemble de la population.

Des proches d'hier du dictateur Habré, il y a l'actuel dictateur lui-même, Déby : pendant longtemps, il a été son numéro deux, son chef d'état major. C'est lui et ses compagnons aujourd'hui au pouvoir, les Maldoum, les Bal et autres dignitaires de son parti, le MPS (Mouvement pour le Salut), qui ont aidé Habré à imposer sa dictature. Les différents agents de la DDS sont, certes, responsables, mais pas au même titre que les commanditaires. Ils ne sont que des sous-fifres, des menus fretins. Les requins, les vrais responsables de la mort de milliers de gens sont Habré, bien sûr, mais aussi Déby et compagnie qui dirigent aujourd'hui. Et c'est ça qu'ils veulent cacher en publiant les crimes de Habré dans le but d'apparaître comme des justiciers. Ils veulent détourner l'attention des gens sur de simples petits agents qui n'ont fait qu'exécuter leurs ordres à eux.

Mais il y a aussi les autres, les dignitaires et autres ministres de Habré, les Kamougué, les Lol, les Alingué, les Adoum, Moussa Séïf, les Kassiré etc, écartés du pouvoir par Déby, hâtivement reconvertis au multipartisme, qui se disent aujourd'hui "démocrates", prétendent être d'une quelconque opposition et font semblant de découvrir avec surprise les crimes et les atrocités de leur dictature qu'ils ont couverts d'un silence complice parce que cela les arrangeait.

Tous ont contribué à imposer

la dictature de Habré. Tous s'en sont servi pour s'enrichir sur le dos des populations pauvres. Tous ont les mains couvertes de sang.

Mais eux-mêmes, y compris Habré, ne sont que des sous-fifres, des nègres de service, de petits agents, comme ceux justement de la DDS qu'ils chargeaient des basses et sales besognes. Au-dessus d'eux, il y a leurs maîtres, ceux de Paris, de Washington et d'ailleurs. Le principal responsable des crimes de Habré, c'est d'abord l'impérialisme français notamment. C'est l'impérialisme français qui a imposé Habré. C'est lui qui l'a aidé, huit ans durant, financièrement et militairement avant de le remplacer par Déby parce qu'il était devenu très impopulaire et dérangeant. C'est l'ordre capitaliste injuste, inhumain et forcément dictatorial que la France impérialiste impose par tous les moyens à ses anciennes colonies, dont le Tchad, qui est à l'origine de la mort de 40 000 personnes massacrées par Habré et ses différents complices à sa solde, mais aussi de la misère et des maladies dont sont écrasées les populations pauvres tchadiennes, comme celles des autres pays d'Afrique.

Ces crimes doivent être payés. Mais aucune justice ne pourra être faite tant que l'ordre actuel existe. La seule façon de faire payer ces crimes à ceux qui en sont responsables, à quelque niveau que ce soit, c'est qu'un jour les opprimés tchadiens s'attaquent à l'ordre capitaliste en vigueur lui-même, aux profiteurs, blancs et noirs, et débarrassent le pays des parasites qui vivent des crimes et de l'exploitation des masses pauvres.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.